

N° 47/CA du répertoire

N° 2010-11/CA₂ du Greffe

Arrêt du 18 avril 2013

INSTANCE : S. Mohamed Ismaël HOTEYI

C/

Ministre de la Santé et Etat Béninois

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 1^{er} février 2010, enregistrée au greffe de la Cour le 10 février 2010 sous numéro 051/GCS, par laquelle monsieur S. Mohamed Ismaël HOTEYI, par l'organe de son conseil maître Gervais HOUEDETE, avocat à la Cour, a saisi la Cour d'un recours en annulation pour excès de pouvoir contre aussi bien l'arrêté n°7718/MS/DC/SGM/DRH/SARH du 26 octobre 2009 portant sa nomination à un poste inférieur que la décision de rejet implicite de son recours gracieux du 02 novembre 2009 ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le Président Grégoire ALAYE en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général Raoul Hector OUENDO en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre en date à Cotonou du 14 novembre 2011, enregistrée au greffe de la Cour le 29 novembre 2011 sous numéro 1019/GCS, le requérant a, par ampliation, saisi la Cour de la lettre de désistement d'instance qu'il venait d'adresser au Ministre de la santé publique ;

Que par courrier du 28 novembre 2011, enregistré au greffe de la Cour le 02 décembre 2011 sous numéro 1039/GCS, le Ministre de la santé publique a transmis à la Cour une copie de ladite lettre ;



Qu'il y a lieu de lui en donner acte.

PAR CES MOTIFS.

DECIDE :

ARTICLE 1er : Il est donné acte à monsieur S. Mohamed Ismaël HOTEYI de son désistement d'instance.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative) composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

ET

Victor D. ADOSSOU

} CONSEILLERS

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-huit avril deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

Greffier ;

Et ont signé

Le Président-rapporteur,

Le Greffier,



Grégoire ALAYE



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

